**ONZIÈME RÉUNION INTERAMÉRICAINE** OEA/Ser.K/V.14.1

**DES MINISTRES DE L’ÉDUCATION** CIDI/RME/doc.9/22

Du 10 au 11 novembre 202210 novembre 2022

Washington, D.C., États-Unis d’Amérique Original: espagnol

FORMAT VIRTUEL

RAPPORT DE LA ONZIÈME RÉUNION INTERAMÉRICAINE DES MINISTRES

DE L’ÉDUCATION

Rapport du Secrétariat technique sur le suivi des mandats de la   
Dixième réunion interaméricaine des ministres de l’éducation

Le rapport du Secrétariat technique sur cette réunion ministérielle est centré non seulement sur les principaux résultats obtenus dans la mise en application du Plan d’action d’Antigua-et-Barbuda, approuvé par la Dixième réunion des ministres de l’éducation en 2019, et du Plan de travail de la Commission interaméricaine de l’éducation (CIE) 2019-2022 mais aussi sur les mesures prises pour faire face à la pandémie de COVID-19 ainsi que sur les activités programmatiques du Secrétariat exécutif au développement intégré (SEDI) qui ont, elles aussi, contribué à la mise en œuvre du Programme interaméricain de l’éducation.

Pour répondre à la pandémie de COVID-19, le 26 mars – quelques jours à peine après que la pandémie ait été déclarée – le Secrétariat technique de la CIE a apporté son soutien aux ministères de l’éducation moyennant un espace virtuel qui contient plus de 15.000 matériels didactiques sur des programmes éducatifs, des cours de formation gratuits, une série de vidéos portant sur les thèmes considérés comme prioritaires par les autorités et un espace consacré à l’échange des mesures officielles prises par les ministères de l’éducation pour promouvoir la continuité de l’éducation.

Le rapport est divisé en 3 sections : le Plan d’action continental pour la continuité de l’éducation (PHACE), la collaboration intersectorielle et les activités programmatiques du SEDI. Toutes ces actions ont servi de référence pour la systématisation des programmes, des leçons apprises et des données d’expériences partagées qui ont contribué à définir le Programme interaméricain de l’éducation 2022-2027.

1. **Plan d’action continental pour la continuité de l’éducation** (connu sous l’acronyme en espagnol PHACE).

Le Plan de travail de la CIE 2019-2022 a été le résultat de la réunion virtuelle de planification qui s’est tenue en février et des réunions ultérieures qui se sont tenues jusqu’à la fin avril 2020. Il convient de mentionner que le 11 mars 2020, l’Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré officiellement la COVID-19 comme étant une pandémie, décision qui a eu un impact important sur nos systèmes éducatifs.

Dans ce contexte, les fonctionnaires de la CIE ont travaillé sur le PHACE, une stratégie visant à adapter les activités et les projets décrits dans le Plan de travail de sorte à pouvoir garantir la continuité de l’éducation.

Grâce à l’approbation et à l’adoption du PHACE, en tant que partie intégrante du Plan de travail de la CIE 2019-2022 en juillet 2020, le travail du SEDI dans le domaine de l’éducation a franchi une étape importante pour ce qui est des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme interaméricain de l’éducation dans ce contexte de changement.

L’éducation est devenue le premier secteur à posséder un plan orienté vers l’action afin de faire face à l’impact de la pandémie de COVID-19 moyennant un instrument continental au sein du processus ministériel de dialogue politique.

Le PHACE est devenu un mécanisme efficace et réceptif qui permet aux ministères de l’éducation de faire des ajustements, en différentes étapes, dans les activités convenues et d’incorporer des activités spécifiques supplémentaires en plus de celles définies dans le Plan de travail. Tout cela, dans l’objectif de garantir la continuité de l’apprentissage dans les différents niveaux du système éducatif et de concentrer l’attention sur les plus défavorisés du fait des circonstances actuelles.

Ce processus unique en son genre a permis aux ministères de l’éducation, aux hauts fonctionnaires et aux responsables politiques d’apprendre et de mettre à profit des aspects de politiques mises en œuvre par leurs pairs dans la région afin d’affronter la crise et d’identifier des pratiques qui pourraient être appliquées immédiatement dans leur pays. Ils ont fait des demandes précises afin de recevoir un soutien dans le cadre du PHACE:

1. Forum mondial sur l’avenir de l’éducation : Repenser comment construire des systèmes éducatifs résilients et réactifs au changement (12 août 2020)

Cette activité a réuni des dirigeants de l’éducation et des décideurs dans un symposium qui a tracé la voie pour le développement de nouvelles visions de l’éducation dans le monde d’après la pandémie. Le Forum a contribué à faire avancer les plans d’action visant à appuyer la transformation de l’éducation. Pendant le Forum, il a été demandé de créer un accord ou un pacte continental pour l’éducation dont feraient partie la société, les communautés, le secteur privé et les États. Cette demande sert de cadre à la réunion d’aujourd’hui en tant que continuation d’un dialogue politique ouvert et sincère sur l’éducation.

1. Dialogue et échange de données d’expériences sur l’évaluation dans le contexte de la COVID-19 (8 octobre 2020)

Cette activité, organisée sous la direction de la Colombie, a surgi de la nécessité d’adapter la structure des programmes d’étude afin de garantir la prestation continue des services d’éducation au sein des foyers. Grâce à cette réunion, les pays ont obtenu une vision générale des actions prises par leurs pairs dans les autres pays de la région.

1. Échange de vues et réflexion sur l’étape du retour à l’éducation présentielle (4 décembre 2020)

Cette activité, dirigée par l’Équateur, s’adressait aux fonctionnaires de haut niveau chargés de la gestion des risques, aux autorités techniques qui coordonnent les stratégies pour le retour à l’éducation présentielle dans le contexte de la COVID-19, aux coordinateurs des politiques pédagogiques et aux coordinateurs des équipes de chercheurs en éducation. Cet échange répondait à la nécessité d’aborder des défis importants, notamment l’accès stable et continu aux connexions à l’internet dans les zones rurales, l’accès aux équipements technologiques, les taux élevés d’étudiants sans accès à la connectivité, assurer la qualité de l’éducation dans ses différentes modalités (présentielle, hybride et à distance), l’élaboration de protocoles et garantir la continuité des services éducatifs.

1. Vers une culture d’accessibilité numérique : expériences et défis éducatifs en période de pandémie pour les personnes handicapées (9 décembre 2020)

Cette activité a été dirigée par le Costa Rica en collaboration avec l’Argentine et la Colombie. Elle s’adressait à de hauts fonctionnaires de l’éducation responsables de l’éducation inclusive et de l’accessibilité et visait à faciliter les échanges de données d’expériences en matière d’éducation et à écouter des étudiants handicapés et les membres de leurs familles ainsi que de professionnels dans ce domaine, en accordant une attention particulière aux étudiants et aux enseignants en situation de handicap.

1. Dialogue et échange de données d’expériences sur la convivialité scolaire (24 et 31 mars 2022)

Ces échanges, organisés sous la direction de la Colombie, ont permis un examen profond et une redéfinition des expériences locales afin de prévenir des situations à risque qui ont une incidence négative sur la convivialité scolaire. Ses recommandations ouvrent la voie à la mise au point d’une approche intégrale destinée à renforcer et à améliorer considérablement les droits éducatifs dans les milieux scolaires dans un monde qui se prépare pour un environnement post-pandémie. Les facteurs de succès, les défis rencontrés dans la mise en œuvre des politiques et les interventions visant à promouvoir une convivialité saine et harmonieuse à l’intérieur et à l’extérieur des centres éducatifs ont été au cœur de cet espace de dialogue politique.

1. **La collaboration intersectorielle**

**La collaboration intersectorielle** entre les secteurs de l’éducation, du travail et de la santé est une réalité depuis 2015. Quelques-unes des activités réalisées dans ce cadre ont été :

1. L’Atelier intersectoriel : « Les compétences de l’avenir » (16 et 17 mai 2019)

Cette activité a été organisée sous la direction du Chili avec l’appui de l’Organisation internationale du Travail. Une meilleure compréhension des défis que posent les rapides changements technologiques et la transformation du monde du travail aux systèmes d’éducation et de formation a été le thème principal de l’Atelier et les participants ont discuté des tendances et des méthodes pour le développement des compétences de l’avenir. Elle a débouché sur la suggestion de plusieurs actions au niveau régional, notamment d’œuvrer à mettre en place l’équivalence dans les Cadres nationaux de qualifications et l’élaboration d’un programme pilote pour la mobilité des étudiants dans toute la région.

1. Accord de coopération entre l’Organisation des États Américains et l’Internet Society (octobre 2021)

L’Organisation des États Américains (OEA) et l’Internet Society (ISOC) ont signé un accord de coopération pour la promotion du renforcement des capacités dans et entre les États membres de l’OEA par le biais de la formation, de la recherche et de l’analyse portant sur des questions liées à l’industrie de l’internet. Dans le cadre de cet accord, en décembre 2021, a été lancé le Programme intégral de renforcement des capacités qui comprend des cours virtuels, des outils et du matériel didactique pour appuyer plus de 200 fonctionnaires responsables de la conception et de la promulgation des politiques dans les ministères de l’éducation et du travail des États membres de l’OEA moyennant une meilleure compréhension des principes de base de l’internet, y compris ses propriétés essentielles, comment il est géré ainsi que les questions relatives à la vie privée et à la sécurité en ligne.

1. Dialogues intersectoriels : Santé et éducation

Mettre en application les politiques et les mandats constitue l’essence du travail que nous réalisons en suivant les directives et la demande du Groupe de travail interaméricain (GTI), un partenariat stratégique d’organisations interaméricaines et d’institutions et d’agences internationales associées sous la direction de l’Organisation panaméricaine de la santé dans le but de promouvoir la prévention et le contrôle des maladies non transmissibles (MNT) dans les Amériques moyennant la collaboration entre plusieurs secteurs du gouvernement. Le travail réalisé par le GTI a démontré qu’il contribuait à obtenir un engagement politique accru en faveur des interventions multisectorielles.

Après que l’Assemblée générale de l’Organisation des États Américains (OEA) ait approuvé la résolution sur les MNT qui renforce les engagements des pays concernant une réponse multisectorielle aux MNT, la Commission interaméricaine de l’éducation a participé aux processus d’actions multisectorielles. Il en est résulté, après un processus de collaboration effective et fructueuse d’une durée de 2 ans, que je suis ravi d’annoncer que le 12 octobre de l’année en cours **a été lancé officiellement le Programme interaméricain pour des politiques d’alimentation saine et l’activité physique en milieu scolaire.**

Ce programme de renforcement des capacités et d’assistance technique a pour objectif d’appuyer les pays qui désirent progresser dans leurs politiques et leurs programmes et dans l’élaboration de plans, de proposer de la formation et de faciliter des données d’expériences et de mises en œuvre ayant fait leurs preuves en matière de supervision et d’évaluation des thèmes en question.

Una fois de plus, c’est un exemple probant de la manière de transformer la politique en action durable, en passant d’un mandat et d’un thème, issu d’un Groupe de travail interaméricain, à des activités de base au sein de nos communautés. Il montre l’engagement et les actions concrètes d’un programme qui est basé sur trois éléments centraux : la recherche, le renforcement des capacités et l’assistance technique et la coopération. Ces éléments de base reflètent les actions demandées par les États membres au cours des précédents dialogues thématiques virtuels qui se sont déroulés entre 2020 et 2022.

Comme il est mentionné au début de ce rapport, toutes les actions ont servi de référence pour la systématisation des programmes, des leçons apprises et des données d’expériences qui définissent le Programme interaméricain de l’éducation 2022-2027 que nous avons devant nous aujourd’hui.

Les gouvernements ont identifié les défis et les thèmes centraux qui se concentreront sur la transformation de l’éducation dans les contextes de changement. Cette position régionale qui a été reprise dans le projet de Déclaration et le projet de Plan d’action qui seront adoptés dans cette réunion ministérielle virtuelle, constituera notre fil conducteur pour soutenir le droit à l’éducation pour tous dans les Amériques.

1. **Activités programmatiques du SEDI**

Le Secrétariat technique de la CIE, le Département du développement humain, de l’éducation et de l’emploi, réalise des activités **dans** **quatre domaines programmatiques**, lesquelles ont également contribué à la mise en œuvre du Programme interaméricain de l’éducation.

Les activités programmatiques du SEDI sont alignées sur les priorités établies par les États membres. Nous travaillons en collaboration avec des partenaires clés, ce qui nous permet d’améliorer nos programmes afin d’offrir des résultats et des opportunités concrètes aux citoyens des Amériques.

Cette semaine, le **Réseau interaméricain de formation des enseignants (RIED)**, a organisé son séminaire virtuel annuel : Des enseignants de qualité, un avenir de qualité (du 8 au 9 novembre 2022). Le séminaire a été centré sur la conception et la mise en œuvre de politiques, de programmes et de pratiques efficaces pour la formation des enseignants dans les Amériques, en prévision de la Onzième réunion interaméricaine des ministres de l’éducation.

Cet espace d’exposition virtuelle de deux jours a donné la possibilité aux ministères et aux autres institutions partenaires des États membres de l’OEA de montrer leurs initiatives en matière de formation des enseignants à plus de 10.000 éducateurs et dirigeants de la région.

Auparavant, la Sixième réunion interaméricaine des ministres de l’éducation avait chargé la Commission interaméricaine de l’éducation de renforcer la formation professionnelle des enseignants par l’intermédiaire du Réseau interaméricain de formation des enseignants (RIED).

Depuis lors, le RIED contribue à la réalisation des objectifs du Programme interaméricain de l’éducation en dispensant une assistance technique à des dirigeants de l’éducation dans tout le Continent américain, et encourage les échanges de connaissances entre les États membres.

C’est pour cette raison que, pendant 17 ans, le RIED a appuyé plus de 300.000 enseignants afin qu’ils améliorent leurs pratiques et développent leurs capacités en matière de direction, ce qui a eu un impact sur plus de quatre millions d’étudiants de la région.

Les institutions et les dirigeants éducatifs sont cruciaux dans la transformation des systèmes éducatifs de la région. Pour les soutenir face à ce défi, le RIED est devenu un partenaire clé en mettant à la disposition de centaines d’institutions une plateforme pour le travail collectif et en distribuant plus de $ 1.000.000 de dollars pour la mise en œuvre de programmes innovateurs qui visent à doter les enseignants de compétences du 21ème siècle.

Ce travail a été possible grâce au soutien des États membres de l’OEA, en particulier grâce à la généreuse contribution de la Mission des États-Unis qui a investi plus de USD $ 7 millions pour financer les activités du RIED au cours de ces 10 dernières années.

**Le RIED, en collaboration avec le Portail éducatif des Amériques et la Fondation ProFuturo,** a également fourni de l’équipement technologique à 92 écoles primaires des Caraïbes et a formé plus de 6.500 enseignants en innovation dans la salle de classe et en mathématiques.

Par ailleurs, 4.000 bourses ont été accordées au Pérou pour la formation des enseignants en méthodes d’apprentissage en milieu virtuel. Par l’intermédiaire de la collaboration avec la Fondation ProFuturo, on s’est employé à promouvoir une collaboration accrue dans le domaine de l’éducation entre les gouvernements et les organisations de la société civile (OSC) afin d’améliorer l’éducation numérique en Amérique latine et dans les Caraïbes.

À ce jour, plus de 80 organisations de la société civile ont participé à nos activités. Dans ce contexte, nous avons élaboré et diffusé deux études :

Les organisations de la société civile et leurs contributions à la continuité de l’éducation dans un contexte de pandémie, avec la participation de 68 OSC de 16 pays, et

Reconstruction de l’éducation après la pandémie et utilisation de technologies lors du retour progressif à l’école, avec la participation de 30 OSC de 12 pays.

Ces études ont permis aux États membres d’identifier des possibilités de coordination intersectorielle et ont fourni des informations utiles pour cette réunion ministérielle et pour la mise en œuvre du Programme interaméricain de l’éducation.

L’initiative la plus récente est l’élaboration d’une carte continentale de pratiques optimales en matière d’éducation numérique et de nouvelles technologies mises en application dans les Amériques depuis le début de la pandémie. Cette activité vise à contribuer à la visibilité des actions mises au point dans les écoles, encouragées par des organisations de la société civile, des équipes dirigeantes ou des enseignants des Amériques pour appuyer le retour des enfants et des adolescents à l’éducation présentielle. Cela comprend près de 170 bonnes pratiques en provenance de 17 pays.

Enfin, par l’intermédiaire des **Programmes de bourses d’études et de perfectionnement de l’OEA,** cette année ont été octroyées plus de 3.000 bourses en association avec des institutions régionales et internationales. Ces bourses ont été décernées à des citoyens des 34 États membres; 96% d’entre elles étaient pour la modalité en ligne; 56% ont été octroyées à des hommes et 44% à des femmes.

Par l’intermédiaire de partenariats avec des institutions clés, comme STRUCTURALIA et Formato Educativo en Espagne, et Marconi International University aux États-Unis, plus de 11.000 bourses ont été octroyées.

En outre, par l’intermédiaire du Programme de bourses de perfectionnement professionnel, ont été sélectionnés 7 cours de courte durée qui commenceront entre mars et juin 2023 dans le domaine des énergies renouvelables, de la gestion des risques de catastrophes, du développement durable, du tourisme durable, du développement local dans les zones rurales et de l’éducation inclusive.

Le Programme de bourses universitaires a reçu des demandes de 28 États membres en réponse à l’appel à candidature 2022; 6 offres de bourses pour des études du niveau de la licence et 24 pour des études postuniversitaires ont été acceptées.

Les bourses universitaires sont octroyées pour les deux dernières années d’études du niveau de la licence à des citoyens des États membres des Caraïbes de langue anglaise et du Suriname alors que les bourses d’études postuniversitaires sont accordées pour des études de master, de doctorat et/ou de recherche postuniversitaire à des citoyens de tous les États membres de l’OEA.

Les boursiers reçoivent jusqu’à US$10.000 par année universitaire pendant deux années universitaires au maximum afin de suivre des études dans des institutions universitaires reconnues dans les États membres de l’OEA dans les modalités présentielle, en ligne ou hybride.

**Le Fonds panaméricain Leo S. Rowe** est un programme de prêts éducatifs de l’OEA qui aide des citoyens de l’Amérique latine et des Caraïbes. Les États membres de l’OEA financent leurs études ou leurs recherches dans des universités reconnues des États-Unis moyennant l’octroi de prêts sans intérêt pouvant aller jusqu’à $15.000 dollars. En 2022, 100 étudiants des pays de la région ont reçu un financement de nature à couvrir leurs frais d’inscription et d’entretien; 79% d’entre eux se sont inscrits dans des cours postuniversitaires (masters ou doctorats); 48% étaient des femmes et 100% pour des études présentielles (traditionnelles).

Ce Secrétariat remercie particulièrement les Ministères de l’éducation d’Antigua-et-Barbuda – Président de la CIE 2019-2021 –, de l’Argentine, de la Barbade, du Chili, du Costa Rica et de la Colombie – en tant que membres actifs des groupes de travail pendant cette même période –, dont le leadership s’est avéré fondamental pour parvenir à ces résultats. Il rend également hommage au nouveau leadership pour la période 2022-2025 de l’Argentine en qualité de Présidente de la CIE et de l’Équateur en qualité de Vice-président de cette Commission.

Le Secrétariat remercie également l’OPS, l’UNESCO, l’OIT et d’autres organisations internationales pour leur engagement et leur partenariat. Ces organisations continueront à être cruciales dans la voie que nous devons emprunter.

Le Secrétariat technique, par le biais du Secrétariat exécutif au développement intégré de l’OEA, réaffirme son engagement à l’égard de la solidarité, du dialogue et de la coopération interaméricaine, qui sont des instruments urgents et indispensables pour **construire des systèmes éducatifs résilients**.

CIDED00290F04